

Qui sommes-nous ? Nous sommes des citoyens libres, libres de penser et d'agir, nous ne sommes pas un parti politique, nous n'en voulons pas. Ce que nous voulons, c'est retrouver notre dignité et notre souveraineté. Nous ne voulons plus de ces institutions manipulées par les partis, nous en exigeons de nouvelles adaptées à notre siècle et nous voulons qu'elles émanent de nous. Nous voulons, avec une assemblée constituante construite par les citoyens, sans les partis, sur tout le territoire, élaborer notre nouvelle Constitution. Il est impossible de construire une Nation, une République, un Etat démocratique sur des sables mouvants, ou derrière des murs de barbelés, de finance et de boniments, de frontières closes, avec des partis et leurs oligarques autistes et qui nous méprisent. Ensemble, agissons.

Réinventons la République, reconstruisons la démocratie. 08/09/2015 AG APUC

Les limites de l'horreur ont été franchies avec l'arrivée massive de réfugiés, ces malheureux éjectés de leurs pays par les dictatures et les maffieux pseudo-religieux que nos gouvernements ont tolérées, reçues, adoubees, quand ils n'ont pas contribué à leur mise en place, dictatures avec lesquelles ils commercent toujours. Ces hommes, ces femmes, ces enfants qui meurent à nos portes, c'est tout simplement intolérable. Cette horreur à une seule origine : l'incompétence des gouvernements successifs inféodés aux partis politiques obsédés par la conquête du pouvoir, cupides, bonimenteurs. Les cris des partis opposants, jusqu'aux extrêmes, n'y changent rien : ils sont tous les mêmes et ils nous manipulent tout autant. Nos descendants ne nous pardonneront pas notre lâcheté, lâcheté dont ils souffriront. Nous, citoyens libres, devons maintenant reprendre le pouvoir constitutionnel qui nous appartient en écrivant les règles qui ne permettront plus ces dérives. Les partis politiques, diviseurs, inconséquents, qui nous imposent leurs "représentants" et leurs "lois" en définissant les règles de leurs propres pouvoirs en sont à l'origine. Faisons en sorte que la démocratie renaisse, que cet espoir ne soit pas qu'une utopie.

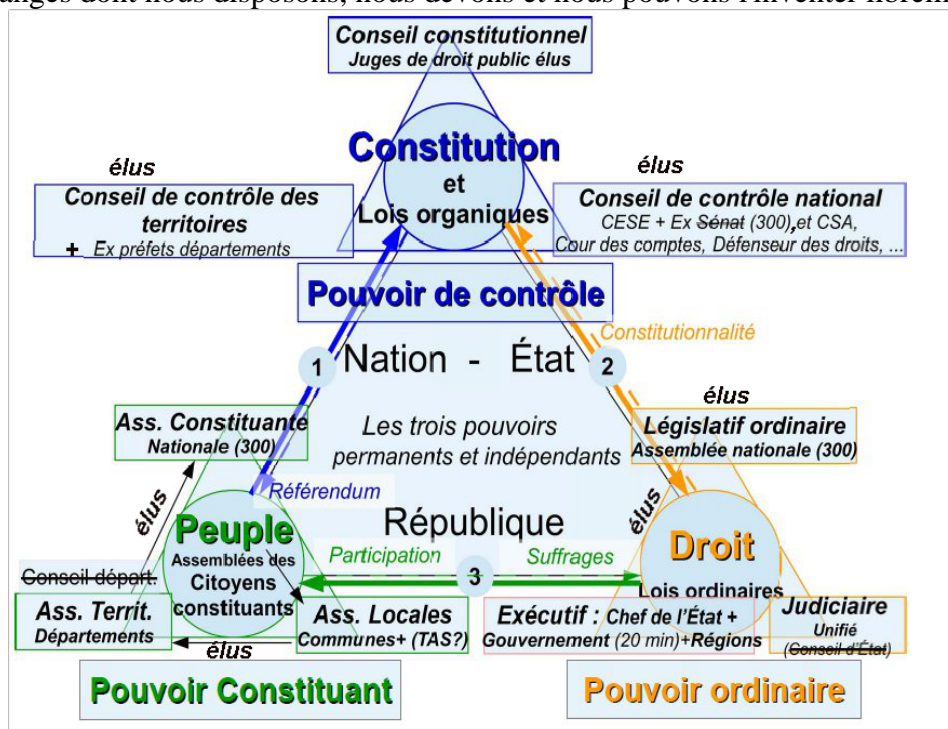
Face à l'incapacité des partis comme à celle des oligarques qui en sont les marionnettes à gérer les crises (quand ils n'en sont pas à l'origine !), aux nuisances qu'ils provoquent, aux risques majeurs qu'ils nous font courir, nous devons entreprendre une révolution sans autres armes que notre détermination. Une "révolution 2.0", pour mettre en place sans les partis politiques notre Constitution du XXIe siècle et pour la faire respecter. Les travaux sur la nécessité d'une assemblée constituante et une synthèse des exigences des citoyens libres, avec les liens vers de nombreux groupes libres, sont en particulier sur les sites de l'association « [Pour une Constituante](#) » et sur <http://collectifconstituant.fr/gd>.

S'y trouvent une [page pour déposer et faire publier ses doléances](#) constitutionnelles, une [pétition](#) pour exiger la mise en place d'une assemblée constituante et des courriers vers l'exécutif et les parlementaires libres d'usage pour exiger qu'une l'assemblée constituante indépendante et libre soit mise en place.

Première action : ne plus jamais voter pour un candidat soutenu par un parti, quel qu'il soit.

Dès maintenant, nous devons nous mobiliser pour exiger cette remise à plat des institutions, à conduire par nous, les citoyens libres. Prenons garde car les partis au Parlement tentent encore une fois de les reprendre à leur compte, pour ancrer leurs privilèges. Un groupe auto-proclamé formé fin 2014 par l'assemblée nationale prétend réfléchir à "[l'avenir des institutions](#)". NON. Cet avenir appartient à tous les citoyens, il concerne toutes les générations, il doit englober toutes les formes de pensées, toutes les catégories sociales : c'est à nous de le construire et non aux partis. Refusons cette dictature qui ne dit pas son nom.

Voici une première synthèse illustrée, à faire évoluer, des travaux de nombreux groupes montrant ce qui pourrait servir de cadre à des institutions du XXIe siècle, à imaginer et à approuver par les citoyens, sans aucune tutelle des partis. Cette nouvelle République, cette démocratie effective, avec les moyens modernes d'échanges dont nous disposons, nous devons et nous pouvons l'inventer librement. Maintenant.



Ce projet est le projet de tous, saisissez vous en. Dans votre commune, dans votre quartier, groupez-vous, préparez vos cahiers numériques d'exigences démocratiques, transmettez-les à vos élus locaux, maires, députés et sénateurs, conseillers de votre région. Exigez d'eux qu'ils s'engagent à les transmettre au Parlement et au gouvernement et qu'ils vous rendent régulièrement des comptes, et n'acceptez aucune ingérence des partis politiques dans vos travaux. Si vous le souhaitez, des associations libres vous accompagnent (assurez vous qu'elles le soient, les récupérateurs sont actifs, ils tiennent à leurs privilèges).

Qui sommes-nous ? Nous sommes des citoyens libres, libres de penser et d'agir, nous ne sommes pas un parti politique, nous n'en voulons pas. Ce que nous voulons, c'est retrouver notre dignité et notre souveraineté. Nous ne voulons plus de ces institutions manipulées par les partis, nous en exigeons de nouvelles adaptées à notre siècle et nous voulons qu'elles émanent de nous. Nous voulons, avec une assemblée constituante construite par les citoyens, sans les partis, sur tout le territoire, élaborer notre nouvelle Constitution. Il est impossible de construire une Nation, une République, un Etat démocratique sur des sables mouvants, ou derrière des murs de barbelés, de finance et de boniments, de frontières closes, avec des partis et leurs oligarques autistes et qui nous méprisent. Ensemble, agissons.

La "révolution 2.0", pour une nouvelle Constitution

La vision. Disposer avant 2020 d'une Constitution digne du XXI^e siècle qui donne leur pleine souveraineté aux citoyens et leur permette de contrôler le fonctionnement et les évolutions de leurs institutions, grâce à une véritable participation collective et permanente.

La stratégie. Faire en sorte que ce soient les citoyens eux-mêmes qui mettent en place les structures qui proposeront de refonder leur Constitution, sans aucune tutelle des partis politiques. Imposer par tous les moyens légaux la mise en place d'une assemblée constituante composée de citoyens libres, ouverte à tous sans aucun privilège de candidature, d'accès aux médias, de financement, de rattachement à un parti politique et s'étendant à tout le territoire, à caractère permanent. Appuyer ces actions sur les échéances électorales de 2015 à 2017

Les (cinq) axes d'effort

Mobiliser les citoyens sur ce projet par la communication active et l'organisation d'activités participatives aux niveaux local et national, faire connaître cette stratégie,

Exiger des responsables au pouvoir, par tous les moyens légaux, qu'ils considèrent cette exigence constitutionnelle comme une priorité et qu'ils l'affichent,

Réagir sans délai y compris au niveau judiciaire et par des actions de terrain sur toutes les activités politiques qui détournent de ce projet ou qui en font une affaire de parti(s),

Préparer des textes de travail constitutionnels et référendaires pour concrétiser le projet aux yeux des citoyens en précisant bien que ce sera à l'assemblée constituante de décider et de faire approuver ses travaux par référendum,

S'appuyer sur le maximum de mouvements, libres d'attaches partisans, pour créer une synergie en respectant l'identité de chacun (y compris avec des mouvements situés à l'étranger).

Plans d'actions par axes d'effort, à préparer ; coordination et conduite du projet.

Exemples d'actions :

Exhortons sans relâche nos élus, nos gouvernants, dès à présent, pour qu'ils organisent ce changement radical, indispensable. Une [lettre au président de l'assemblée nationale](#) (groupe de travail sur les institutions) et [au Président de la république](#) a été envoyée. Chacun de nous peut les reprendre. Faisons leur connaître nos textes de travail.

Ils feront évidemment un temps la sourde oreille, mais si nous sommes assez nombreux à agir ainsi, les médias finiront par s'intéresser à ce mouvement de fond. Les partis, s'ils veulent éviter la catastrophe électorale, devront commencer à nous entendre. **Dans le cas contraire**, si les gouvernants refusent d'entendre nos exhortations à ce sujet ou les détournent, monter que la voie de **la résistance à l'oppression, qui commencera par des manifestations dans tout le pays reste une option.**

Ne votons plus pour aucun parti et mobilisons autour de cette action dès les régionales.

Votons là où il s'en trouve pour des citoyens libres de toute attache partisane, et si nécessaire, organisons nous pour nous présenter à des élections, au travers des associations libres locales et grâce aux groupes coopératifs que nous pourrions créer. Les élections régionales peuvent être un laboratoire pour mettre en route cet engagement et pour commencer à "passer le message".

Organisons nous dès à présent sur tout le territoire en petits groupes coopératifs locaux pour préparer nos exigences et pour nous rassembler autour des propositions que nous aurons adoptées, puis si nécessaire pour manifester partout notre volonté de changement institutionnel.

Donnons à ceux qui sont au pouvoir une échéance pour que la mise en place d'une assemblée constituante de citoyens libres soit engagée : fixons là, par exemple, au lendemain de l'élection présidentielle de 2017.

Réagissons aux travaux du groupe de l'assemblée nationale « sur l'avenir des institutions » qui ignore les citoyens et méprise leur souveraineté en la matière, exigeons que tous les citoyens soient consultés comme cela est fait pour certaines propositions de loi, attaquons ce rapport (jusqu'au recours en QPC) si ce rapport n'est pas soumis aux citoyens et s'il n'intègre pas leurs doléances. **Préparons nos propres textes de travail** à soumettre aux travaux des groupes (voir [ici](#))

Mobilisons les médias nationaux et régionaux, écrits, audiovisuels, publication vidéo internet,...

Construire l'équipe de pilotage du projet, sous contrôle d'une équipe de direction stratégique.

Ce projet est le projet de tous, saisissez vous en. Dans votre commune, dans votre quartier, groupez-vous, préparez vos cahiers numériques d'exigences démocratiques, transmettez-les à vos élus locaux, maires, députés et sénateurs, conseillers de votre région. Exigez d'eux qu'ils s'engagent à les transmettre au Parlement et au gouvernement et qu'ils vous rendent régulièrement des comptes, et n'acceptez aucune ingérence des partis politiques dans vos travaux. Si vous le souhaitez, des associations libres vous accompagnent (assurez vous qu'elles le soient, les récupérateurs sont actifs, ils tiennent à leurs privilèges).